

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/60/JPN/Suppl.1
16 janvier 2001

(01-0218)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notification de mise à jour présentée conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

JAPON

Supplément

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 décembre 2000.

La communication ci-jointe est un supplément à la notification du Japon datée du 13 octobre 2000. Veuillez noter que les travaux se poursuivent concernant certains programmes.

Le Japon soumet la présente notification de mise à jour conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des dispositions de l'article XVI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "l'Accord").

Le Japon a inclus dans la présente notification certaines mesures qu'il ne considère pas comme des "subventions" aux termes de l'article premier de l'Accord et certaines subventions qu'il ne considère pas "spécifiques" aux termes de l'article 2 de l'Accord, afin d'assurer un maximum de transparence en ce qui concerne les programmes et mesures en vigueur sur son territoire.

Le Japon reconnaît que, conformément aux dispositions de l'article 25.7 de l'Accord, la notification de ces programmes et mesures ne préjuge pas de leur statut juridique, de leurs effets ni de leur nature au regard du GATT de 1994 et de l'Accord.

De plus, la notification ne préjuge pas du fait que certains programmes ou mesures peuvent être considérés comme ne donnant pas lieu à une action au titre de la note de bas de page 35 relative à l'article 10 de l'Accord, ou qu'un programme ou une autre mesure pourraient être considérés comme ne donnant pas lieu à une action en vertu de l'article 8 de l'Accord s'ils avaient été notifiés conformément aux dispositions de l'article 8.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. Mesures concernant le riz, le blé et l'orge	3
2. Mesures concernant les fèves de soja et les graines de colza	4
3. Mesures concernant le sucre	5
4. Mesures concernant le lait et les produits laitiers	6
5. Mesures concernant les viandes bovine et porcine	8
6. Mesures concernant les œufs	9
7. Mesures concernant les légumes	10
8. Mesures concernant les fruits	11
9. Mesures concernant les cocons	12
10. Subvention de la Caisse de retraite des agriculteurs	13
11. Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation de l'agriculture	14
12. Subvention en faveur de la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche	15
13. Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation des pêcheries	16
14. Subvention en faveur du Fonds spécial pour les pêcheries	16
15. Fonds pour les projets mis en œuvre par les gouvernements régionaux pour promouvoir des pêcheries durables	17
16. Fonds pour les activités mises en œuvre par des organisations non gouvernementales pour promouvoir des pêcheries durables	18
17. Fonds de modernisation de l'industrie du bois	19

1. Mesures concernant le riz, le blé et l'orge

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant le riz, le blé et l'orge.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'assurer la stabilisation de l'offre et de la demande, et des prix des denrées alimentaires de base (riz, blé et orge), afin de stabiliser la vie et l'économie nationales.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et des prix des denrées alimentaires de base.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

L'État achète le riz aux producteurs qui procèdent à un ajustement de la production, et le blé et l'orge aux producteurs au prix d'achat fixé (prix d'achat de l'État) et les vend au prix de vente fixé (prix de vente de l'État). Le prix d'achat de l'État est fixé de façon à garantir la continuité de la production et reflète la situation de l'offre et de la demande, compte tenu des conditions de production, des prix des produits et d'autres facteurs économiques. Le prix de vente de l'État doit se fonder sur le prix de vente standard, qui est fixé de façon à stabiliser les dépenses de consommation des ménages, compte tenu de facteurs comme la situation de l'offre et de la demande, le coût de la vie, le prix des produits et d'autres facteurs économiques.

Pour le riz, l'État accorde aux producteurs une subvention proportionnelle au volume distribué par eux afin de faire en sorte que le ramassage et la distribution du riz commercialisé par le secteur privé (riz "librement commercialisé") se fassent de manière appropriée et ordonnée.

Pour ce qui est de l'orge destinée à l'alimentation du bétail, l'État accorde des paiements compensatoires aux producteurs. Une certaine partie du revenu des producteurs est assurée par les associations de producteurs, de façon à encourager la production et à garantir une distribution efficace de l'orge destinée à l'alimentation du bétail.

7. Montant de la subvention

175,9 milliards de yen (y compris les montants prélevés sur le compte d'exploitation affectés au Compte spécial pour le contrôle des produits alimentaires pour l'exercice budgétaire 1997).

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, puisque la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Riz	1995	10 748	10 485	495	581
	1996	10 344	10 189	634	6
	1997	10 025	10 107	634	201
Blé	1995	444	6 355	5 750	0
	1996	478	6 401	5 907	0
	1997	573	6 290	5 993	0
Orge	1995	219	2 744	2 640	0
	1996	234	2 719	2 455	0
	1997	194	2 708	2 352	0

2. **Mesures concernant les fèves de soja et les graines de colza**

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les fèves de soja et les graines de colza.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de maintenir le niveau de la production de fèves de soja et de graines de colza et de stabiliser les revenus des agriculteurs.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur les mesures temporaires de subventionnement de la production de fèves de soja et de graines de colza.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

L'État accorde une subvention aux producteurs de fèves de soja et de graines de colza, par l'intermédiaire des associations de producteurs, lorsque le prix de vente standard est inférieur au prix de référence. Les producteurs reçoivent la différence entre le prix de vente standard et le prix de référence. Le prix de vente standard est fondé sur le prix de vente moyen des associations de producteurs, déduction faite des frais de commercialisation. Le prix de référence est fixé de façon à assurer la continuité de la production compte tenu des coûts de production, d'autres facteurs de production, de la situation de l'offre et de la demande et d'autres facteurs économiques.

7. Montant de la subvention

4 899 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Fèves de soja	1995	119	4 796	4 813	0
	1996	148	4 827	4 870	0
	1997	145	4 910	5 057	0
Graines de colza	1995	1	1 873	1 873	0
	1996	1	1 919	1 922	0
	1997	1	2 050	2 062	0

3. Mesures concernant le sucre

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant le sucre.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de préserver les ressources sucrières et le revenu des agriculteurs et de contribuer à la stabilisation du niveau de vie grâce à la stabilisation du prix du sucre de production nationale.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Office de l'agriculture et de l'élevage.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation des prix du sucre.
Loi instituant l'Office japonais de stabilisation des prix de la soie grège et du sucre.

6. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

L'Office japonais de stabilisation des prix de la soie grège et du sucre est chargé de la vente et de l'achat du sucre fabriqué à partir de la betterave à sucre et de la canne à sucre produites dans des régions déterminées. L'État accorde aux producteurs de sucre des paiements compensatoires qui correspondent à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat du produit.

7. Montant de la subvention

14 674 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Année civile	Production	Consommation	Importations	Exportations
Sucre	1995	870	2 600	1 789	2
	1996	882	2 579	1 708	6
	1997	783	2 471	1 757	12

4. Mesures concernant le lait et les produits laitiers

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant le lait et les produits laitiers.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de favoriser le développement rationnel de l'élevage laitier et des industries connexes et de contribuer à l'amélioration des habitudes alimentaires de la population grâce à la stabilisation des prix du lait et des produits laitiers.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation des prix des produits de l'élevage.

Loi sur les mesures temporaires de compensation en faveur des producteurs de lait destiné à la transformation.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Afin de maintenir le niveau de la production de lait destiné à la transformation, qui se vend à des prix inférieurs au lait de consommation, l'État accorde une subvention à la production de lait destiné à la transformation, selon laquelle les producteurs reçoivent une prime correspondant à la différence entre le prix garanti (prix à la production qui garantit la continuité de la production de lait) et le prix standard des transactions (prix payé aux entreprises de transformation).

Afin d'encourager l'offre de lait destiné à la fabrication de fromage, l'État accorde aux producteurs une prime d'un montant déterminé. Il fait de même pour les producteurs de lait destiné à la fabrication de crème, lait concentré, et lait concentré écrémé, pour stimuler la demande et la production de produits frais à base de lait liquide, qui ont peu de chances d'entrer en concurrence avec des produits importés.

L'État accorde également une prime aux producteurs de lait destiné à la transformation, pour les aider à s'adapter à l'évolution de la situation de l'élevage laitier.

7. Montant de la subvention

39 482 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Lait frais	1995	8 467	8 467	0	0
	1996	8 659	8 659	0	0
	1997	8 629	8 629	0	0
Beurre et beurre fondu liquide	1995	83	93	1	0
	1996	86	89	1	0
	1997	88	90	1	0
Poudre de lait écrémé	1995	195	232	41	0
	1996	200	231	38	0
	1997	202	230	34	0
Lait écrémé concentré sucré	1995	10	10	0	0
	1996	9	8	0	0
	1997	8	8	0	0
Lait concentré sucré	1995	45	43	1	0
	1996	43	48	1	0
	1997	37	39	1	0
Fromage	1995	31	190	159	0
	1996	33	201	168	0
	1997	34	207	173	0

5. Mesures concernant les viandes bovine et porcine

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les viandes bovine et porcine.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'assurer la stabilité de l'approvisionnement en viandes bovine et porcine et de la gestion des élevages de bovins et de porcs.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Office de l'agriculture et de l'élevage.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation des prix des produits de l'élevage.
Loi sur les mesures spéciales de stabilisation de la production de viandes de boeuf et de veau.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

L'Office de l'agriculture et de l'élevage est chargé de veiller à la stabilisation des prix de la viande bovine et de la viande porcine:

- lorsque les prix de gros tombent en deçà du prix standard de stabilisation, l'Office s'efforce de stabiliser les prix des viandes bovine et porcine en retirant du marché certaines quantités de viande bovine et porcine de production nationale;
- si les prix de gros montent au-dessus du prix plafond de stabilisation, l'Office s'efforce de stabiliser les prix des viandes bovine et porcine en augmentant les ventes de viandes bovine et porcine de production nationale.

Lorsque le prix du veau est inférieur au prix de référence garanti, l'État accorde aux producteurs un paiement compensatoire par tête de bétail afin de stabiliser la production de veau.

L'État accorde aux éleveurs de bovins une subvention par tête de bétail afin d'éviter que leurs revenus se dégradent et que la production nationale de viande bovine stagne.

7. Montant de la subvention

73 752 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Viande bovine	1995	413	1 068	658	0
	1996	383	990	611	0
	1997	370	1 030	659	0
Viande porcine	1995	910	1 461	535	0
	1996	884	1 482	663	0
	1997	902	1 447	517	0

Note: Les montants sont calculés sur la base des découpes.

6. Mesures concernant les œufs

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les œufs.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de favoriser une gestion rationnelle des élevages de volailles grâce à la planification de la production et à la stabilisation du prix des œufs.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Fonds de stabilisation du prix des œufs.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Néant (aide budgétaire).

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Les réserves du Fonds de stabilisation des prix des œufs qui servent au versement de compensations proviennent:

- 1) des versements des producteurs et des associations de producteurs qui passent des contrats de compensation avec le Fonds; et
- 2) d'une subvention des pouvoirs publics.

Quand le prix de transaction moyen tombe en deçà du prix standard, le Fonds accorde aux producteurs un paiement compensatoire qui équivaut à 90 pour cent de la différence entre les deux prix.

7. Montant de la subvention

1 597 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Œufs	1995	2 549	2 659	110	0
	1996	2 562	2 674	110	0
	1997	2 570	2 673	104	1

Note: Le montant des importations et des exportations est calculé sur la base des œufs en coquille.

7. **Mesures concernant les légumes**

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les légumes.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de favoriser un développement rationnel de la culture de légumes et de stabiliser les prix à la consommation grâce à la stabilisation de la production des principaux légumes.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Fonds de stabilisation de l'offre de légumes.
Fédération nationale des associations de coopératives agricoles.
Union centrale des coopératives agricoles.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation de la production et la commercialisation des légumes.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Le Fonds de stabilisation de l'offre de légumes est alimenté moyennant une contribution des associations de commercialisation agréées et une subvention de l'État. Lorsque les cours tombent en deçà des prix de référence garantis, le Fonds accorde un paiement compensatoire aux producteurs par l'intermédiaire des associations de commercialisation agréées. En cas de hausse brusque des prix des légumes, l'État accorde un soutien au Fonds pour l'achat et la constitution de stocks des principaux légumes.

7. Montant de la subvention

9 581 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Légumes	1995	14 608	17 236	2 628	0
	1996	14 621	17 086	2 466	1
	1997	14 334	16 694	2 384	3

Note: Chiffres provisoires pour 1996.

8. Mesures concernant les fruits

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les fruits.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de favoriser la stabilité de la fructiculture en stabilisant le marché des fruits destinés à la transformation, ainsi que la gestion des exploitations spécialisées dans la fructiculture.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Office japonais des fruits.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur les mesures spéciales en vue de la promotion de la fructiculture.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

L'État accorde des primes pour un certain montant aux fructiculteurs qui vendent des fruits destinés à la transformation ou replantent des variétés supérieures. Les paiements sont effectués par l'intermédiaire de l'Office japonais des fruits.

7. Montant de la subvention

537 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Fruits	1995	4 242	8 656	4 547	16
	1996	3 900	8 284	4 384	15
	1997	4 587	8 687	4 265	20

Note: Les montants comprennent les chiffres concernant les fruits destinés à la transformation, calculés sur la base des fruits frais.

9. Mesures concernant les cocons

1. Titre du programme de subvention

Mesures concernant les cocons.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de contribuer à la stabilité de la gestion des exploitations séricicoles et des filatures en facilitant la distribution des cocons de manière à garantir le revenu des sériciculteurs.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Office de l'agriculture et de l'élevage.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi instituant l'Office de l'agriculture et de l'élevage.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

L'Office de l'agriculture et de l'élevage accorde des subventions incitatives aux filatures en fonction du cours de la soie grège sur le marché en vue de faciliter la distribution des cocons.

7. Montant de la subvention

1 784 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

(en tonnes)

Produit	Exercice budgétaire	Production	Consommation	Importations	Exportations
Cocons	1995	2 140	6 895	2 613	0
	1996	1 208	5 731	2 224	0
	1997	1 006	3 906	1 360	1

Note: Les quantités sont converties en quantités de cocons séchés.

10. Subvention de la Caisse de retraite des agriculteurs

1. Titre du programme de subvention

Subvention de la Caisse de retraite des agriculteurs.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme finance en partie les dépenses de retraite des agriculteurs qui ont cessé leur activité agricole de manière totale et permanente.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.
Ministère de la protection sociale.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la Caisse de retraite des agriculteurs.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Une indemnité de retraite est accordée aux agriculteurs qui ont cotisé et cessent leur activité agricole de manière totale et permanente.

7. Montant de la subvention

90 694 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

11. Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation de l'agriculture

1. Titre du programme de subvention

Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation de l'agriculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet d'aider à introduire des techniques de gestion agricole de pointe en vue d'améliorer les structures agricoles.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur le Fonds de modernisation de l'agriculture.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Pour aider les agriculteurs à investir dans l'introduction de techniques de gestion agricole plus poussées, les administrations des préfectures subventionnent les taux d'intérêt des organismes de financement, y compris des coopératives agricoles, l'État finançant une partie des dépenses effectuées à ce titre par les administrations des préfectures.

7. Montant de la subvention

34 099 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

12. Subvention en faveur de la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche

1. Titre du programme de subvention

Subvention en faveur de la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de contribuer à l'amélioration des structures agricoles.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Cette subvention est accordée à la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche, qui accorde aux agriculteurs des prêts à long terme à un taux préférentiel en vue d'améliorer les structures agricoles, y compris amélioration foncière, acquisition de terres agricoles et mécanisation.

7. Montant de la subvention

54 012 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

13. Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation des pêcheries

1. Titre du programme de subvention

Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation des pêcheries.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de contribuer à la modernisation de la gestion des pêcheries.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi relative au fonds de modernisation des pêcheries.

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Pour aider les pêcheurs à investir dans l'introduction de techniques de gestion des pêcheries plus poussées, les administrations des préfectures subventionnent les taux d'intérêt des organismes de financement, y compris des coopératives de pêche, l'État finançant une partie des dépenses effectuées à ce titre par les administrations des préfectures.

7. Montant de la subvention

2 529 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

14. Subvention en faveur du Fonds spécial pour les pêcheries

1. Titre du programme de subvention

Subvention en faveur du Fonds spécial pour les pêcheries.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997 à mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet d'aider à administrer le système d'indemnisation des pêcheries en cas de catastrophes naturelles.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Aucune (aide budgétaire).

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Ce programme finance une partie des dépenses du fonds spécial pour l'agriculture, les forêts et les pêches dans le cadre de ses activités en faveur des associations d'assistance mutuelle aux pêcheries.

7. Montant de la subvention

60 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

15. Fonds pour les projets mis en œuvre par les gouvernements régionaux pour promouvoir des pêcheries durables

1. Titre du programme de subvention

Fonds pour les projets mis en œuvre par les gouvernements régionaux pour promouvoir des pêcheries durables.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1998 (avril 1998-mars 1999).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette subvention a pour objet d'exécuter de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et d'assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Aucune (aide budgétaire).

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Le gouvernement finance divers vastes programmes mis en œuvre par les préfectures. Les subventions consacrées à la gestion durable des ressources halieutiques, la promotion de l'amélioration des stocks et l'aquaculture, la restructuration des pêcheries, la protection de l'environnement côtier et le recrutement de pêcheurs visent à assurer la stabilité des approvisionnements. Celles qui sont allouées à la distribution, à la transformation et à la consommation des produits halieutiques ont pour objectif la sécurité et l'efficacité du ravitaillement.

7. Montant de la subvention

5 354 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

16. Fonds pour les activités mises en œuvre par des organisations non gouvernementales pour promouvoir des pêcheries durables

1. Titre du programme de subvention

Fonds pour les activités mises en œuvre par des organisations non gouvernementales pour promouvoir des pêcheries durables.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1998 (avril 1998 à mars 1999).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à mettre en œuvre de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et à assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations.

4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Aucune (aide budgétaire).

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Le gouvernement finance différents programmes complets mis en œuvre par des organisations non gouvernementales. Les subventions allouées à la gestion durable des ressources halieutiques, la promotion de l'amélioration des stocks et l'aquaculture, la restructuration des pêcheries, la protection de l'environnement côtier et le recrutement de pêcheurs visent à garantir un approvisionnement alimentaire stable. Celles qui concernent la distribution, la transformation et la consommation des produits halieutiques ont pour objectif la sécurité et l'efficacité du ravitaillement.

7. Montant de la subvention

3 434 millions de yen.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention est décidée et accordée pour chaque exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.

17. Fonds de modernisation de l'industrie du bois

1. Titre du programme de subvention

Fonds de modernisation de l'industrie du bois.

2. Période couverte par la notification

Exercice budgétaire 1997 (avril 1997-mars 1998).

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Ce programme a pour objet de contribuer à la rationalisation et à l'amélioration de la production et de la distribution du bois.

4. Fondement et législation

Préfecture d'Hokkaido.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Aucune (aide budgétaire).

6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Ce programme accorde des prêts à des taux préférentiels aux coopératives forestières, aux propriétaires de forêts, aux sociétés forestières, aux fabricants de produits en bois et aux grossistes qui vendent ces produits.

7. Montant de la subvention

3 500 millions de yen (budget de ce programme).

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, car la subvention est décidée et accordée pour un exercice budgétaire.

9. Données statistiques

n.d.
